

Intervention de Serge Bonin PQI 2025-26-27-28-29

Tout d'abord, nous tenons à remercier l'administration pour ce travail colossal. Nous soulignons le travail de Pierre Lefèvre à la direction du Génie et ses équipes pour la planification et de Jean-Sébastien Gagnon qui a orchestré le tout. Nous reconnaissons la qualité de la préparation. La collaboration avec chaque direction est essentielle pour faire cette longue liste complexe de projets à réaliser. Nous sommes convaincus que nos demandes sur la création d'un cadre financier, incluant une meilleure connaissance de l'état de nos infrastructures est un outil incontournable pour mieux aligner l'avenir. Nos demandes et nos exigences sont en partie réalisées. Nous saluons ces avancées que nous avons exigées comme minimum dès le jour 1. On ne peut pas songer agrandir la maison si on ne connaît pas l'état de la toiture et des fondations. Notre connaissance de nos infrastructures aujourd'hui est meilleure qu'elle était au début du mandat.

Ce plan quinquennal, cette liste de projets, est pourtant un constat que la ville n'en a pas fait assez depuis 10 ans. Un constat que vous avez manqué de prévision. Qu'il ne reste plus beaucoup de marge de manœuvre. Quand nous parlons de la dette et du niveau de taxation, c'est pour illustrer que la croissance, pour l'instant, ne rapporte pas. Nous aurions aimé qu'on nous fasse la démonstration de ce retour sur investissement. En ce moment, les défis s'accumulent et les coûts aussi.

Le cadre financier parle d'un investissement nécessaire de 18M\$ par année en réfection de pavages, bordures et trottoirs. Or, on descend à 6M\$ cette année, soit le tiers. C'est une très nette diminution par rapport à l'an dernier où on investissait 14M\$. Ça annonce du rattrapage à venir. Ce qu'on ne fait pas aujourd'hui se détériore, subit l'inflation et coûtera plus cher demain. Ça ne nous semble pas responsable. Le cadre financier parle de 90M\$ sur 5 ans pour les pavages, alors que ce plan quinquennal en prévoit seulement 48M\$. On ne respecte donc pas le cadre financier adopté pour cette section.

On vous a demandé l'impact sur le service de la dette de ce plan, vous avez refusé de nous répondre en disant que c'était prévu pour le budget. Mais c'est aujourd'hui, lors de l'adoption, qu'on crée cet impact. Ça aurait été important de le savoir.

Je dois vous avouer que je constate que nous avons une conception différente de notre rôle. Je ne vous le reproche pas. C'est un constat. Lors de la Vision 2040, vous avez dit: "C'est incroyable, avec vous tout sera de la politique!".

Vous savez quoi? Vous aviez raison. Nous sommes en politique. Nous avons un rôle politique et nous l'assumons. C'est un outil noble de changement, la politique. Nous avons le devoir d'orienter les grandes décisions et valeurs, d'écouter les besoins des directions dans l'administration, de débattre et de trancher. C'est ça notre responsabilité.

Au début de notre mandat, nous avons déposé après le premier cycle budgétaire un rapport contenant plusieurs recommandations. Seulement 3 sur 13 ont été répondues, en partie. C'est encore loin de nos attentes. Vous avez répondu à moins de 25% de nos demandes.

Le vendredi 8 novembre, nous avons reçu les documents du Plan quinquennal, la longue liste à étudier, après 15h, et nous commençons la seule rencontre de travail le lundi à 14h30, moins de 72 heures après. C'est le temps qu'on nous accorde pour étudier la liste essentielle des investissements de plusieurs millions. Nous avons quand même formulé des questions pour l'exercice. Par rapport à l'an dernier, vous avez corrigé certaines lacunes dans la présentation pour mieux illustrer la cible réelle des emprunts qui a un impact sur notre endettement. Cette cible est plus réaliste. Mais l'analyse se poursuit et d'autres questions mériteraient d'être posées. Malheureusement il n'y a eu qu'une seule séance de travail sans possibilité de prendre du recul quant aux réponses offertes.

Je sais que vous avez déclaré pouvoir rester jusqu'à minuit et ajourner au besoin pour poursuivre le lendemain. Mais la vérité est que cet exercice est la pierre angulaire de toute l'orientation de l'année. C'est le principal exercice de l'année, le plus important pour les élus. C'est un exercice politique.

Nous avons des contacts dans toutes les grandes villes, et partout, le travail est inclusif et s'étend sur plus d'un mois, souvent publiquement, pour comprendre les options qui s'offrent aux élus.

Impossible pour nous de savoir quels projets ont été demandés, considérés ou mis de côté. La liste des projets à l'étude nous a été fournie mercredi, **après** la séance de travail. Mais nous ne savons pas ce qui en a été retiré et les raisons des priorisations. Nous n'avons jamais eu de proposition quant à tel choix ou tel choix. Il n'y a pas eu de place à quelconque échange ou négociation. Chaque année, on revient avec le même processus. **Voici la liste, approuvez-la.** Même si on restait jusqu'à minuit, notre exploration est limitée à ce qui est déjà décidé.

Nous ne considérons pas être membres d'un conseil d'administration. Nous considérons faire de la politique au sens noble. Nous voulons nous battre pour des idées et des projets, mais surtout en collaboration avec les citoyennes et citoyens. **Dans notre conception, l'opinion des citoyennes et citoyens ne compte pas seulement une fois aux quatre ans, mais bien à chaque moment clé de l'année, dont durant la priorisation des projets en fonction de nos moyens lors de cet exercice annuel.** Si le plan quinquennal est préparé et présenté par l'administration, c'est la responsabilité du politique de choisir les priorités, les processus et d'élaborer la liste finale.

Une seule séance de travail, sans consultation publique, sans les fiches qui décrivent les projets, sans les demandes des directions, sans les projets mis de côté, sans discussions et négociations préalables avec des délais d'analyse raisonnables, ce n'est pas normal. Ce n'est pas acceptable.

Repensons Lévis ira plus loin en proposant une véritable consultation publique et de bonnes périodes de travail sur le long terme avec les élus. C'est là notre approche différente. Bien sûr nous sommes élus pour décider, mais nous n'aurons jamais de crainte de partager ce pouvoir pour recueillir toutes les opinions avant de trancher.

Bien que nous reconnaissons certaines avancées essentielles, **nous nous opposerons à cet exercice**. Nous ne pouvons pas soutenir un processus où nous ne sommes pas inclus et où la population n'est pas véritablement consultée.

Nous réclamons un changement. Nous réclamons des consultations publiques et une approche collégiale à l'avenir pour l'élaboration de ce document très important. Je vais donc demander le vote sur cet exercice.

- Serge Bonin, conseiller municipal de Saint-Étienne, chef de Repensons Lévis et candidat à la mairie pour l'élection de 2025